

Choc monétaire : et maintenant ?

L'économie est encore sous le choc, depuis l'annonce de la BNS le jeudi 15 janvier. En l'espace de quelques minutes, le franc s'est apprécié de 20 %. Il était presque impossible pour les entreprises de s'y préparer.

Les stocks ont subitement perdu de la valeur et les producteurs suisses sont devenus 20 % plus cher pour les clients à l'étranger – avec des conséquences catastrophiques. Exemple : Prenons une entreprise industrielle typique, avec 80 collaborateurs environ, qui exporte 80 % de ses produits et dégage une marge de 5 %. Avec la décision de la Banque nationale suisse de supprimer le cours plancher, cette PME a non seulement perdu la totalité de sa marge, mais elle risque de subir des pertes colossales. Réduire les coûts de 5 % est un travail herculéen. Et si elles y parviennent, les entreprises atteignent seulement le point zéro : ni gain ni pertes.

Les entreprises exportatrices doivent commencer par digérer ce choc. S'il est vrai que l'économie mondiale croît et que le dollar tend à la hausse, de nombreuses entreprises s'apprêtent à vivre des temps très difficiles. Comment la politique peut-elle leur venir en aide ? L'économie n'a pas besoin de subventions. Elle a en revanche besoin de bonnes conditions-cadre. Or on constate qu'il y a un besoin de rattrapage depuis le dernier choc monétaire de 2011 : les charges (bureaucratie, réglementation, taxes) ont continué de s'alourdir au lieu de diminuer. Nous en payons le prix aujourd'hui.

La politique économique doit agir sur trois fronts. Premièrement, l'État doit réduire les charges. Les taxes, redevances et impôts comme les charges administratives doivent encore reculer et la marge de manœuvre entrepreneuriale augmenter. Deuxièmement, il s'agit d'éviter les frais supplémentaires et de suspendre momentanément d'autres taxes comme le relèvement de la RPC. Et, troisièmement, il est toujours utile de réduire le plus possible l'insécurité en matière de planification, au moins dans la politique économique. En conséquence, il importe de mettre en œuvre rapidement la réforme de l'imposition des entreprises.